

UN FRONT NATIONAL RÉNOVÉ ? DE LA « REFONDATION » ET DE LA CONTINUITÉ

Jean-Yves Camus

13/03/2018

Au lendemain du congrès du Front national à Lille et du discours de clôture de sa présidente Marine Le Pen, le 11 mars 2018, Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, revient sur le changement du nom du parti et sur la continuité qui demeure.

Pourquoi un parti politique, dont la candidate a obtenu 10,6 millions de voix à l'élection présidentielle (33,9%) sous l'étiquette Front national, considère-t-elle comme une urgence de changer la dénomination de la formation qu'elle préside ?

Parce que ce nom, « porteur d'une histoire épique et glorieuse », selon les propres termes de Marine Le Pen, lui semble être un repoussoir. Mais pourquoi le demeure-t-il, alors que Jean-Marie Le Pen n'est plus à sa tête depuis sept ans et que sa fille s'est démarquée de lui à maintes reprises sur les questions liées à la Seconde Guerre mondiale ? Qu'elle peut à bon droit faire valoir que, peu de mois après son élection, elle a sommé de partir ceux qui pratiquaient la double appartenance avec des mouvements nationalistes radicaux ? La réponse n'est peut-être prioritairement pas de l'ordre du politique mais de l'affect, et un peu du « wishful thinking ».

Car en même temps qu'il invite à une meilleure implantation et à des alliances à droite en vue de la conquête du pouvoir, le discours de Marine Le Pen à Lille indique une continuité avec les origines du parti. Une continuité débarrassée des scories propres au contexte historique de l'extrême droite des années 1970, mais une continuité quand même – seule voie, d'ailleurs, qui permet au parti de se distinguer durablement dans l'offre politique, de dire et promettre « toujours plus » que la droite dite « de gouvernement » la plus droitière. Dès le début du discours, tout y est. Un patriotisme « de l'honneur et du devoir », de la « passion » autant que de la raison. Un pessimisme qui entrevoit « la submersion de notre continent » et la disparition de la France. L'appel à une éthique et une conception de l'homme fondée sur les valeurs traditionnelles – bref, une vision du monde

résolument de droite, à laquelle d'ailleurs la gauche devra vite répondre, notamment sur les sujets qui constituent pour elle un point aveugle : l'identité nationale, le rapport à l'autorité et à la demande de verticalité, la question de la définition de notre civilisation et de son rapport au progrès.

Marine Le Pen indique dans ce discours ce qui sera la ligne directrice du Front national pour les élections à venir jusqu'en 2022 inclus : l'opposition totale entre les « mondialistes » et les « nationaux », qu'elle espère fédérer au sein de ce « Rassemblement national » qui devrait être son nouveau label. Cette division du monde entre ceux qui ont des racines dans le sol et ceux qui n'en ont pas est, dans la vision frontiste, anhistorique, mythique, puisque Marine Le Pen la fait remonter à l'histoire biblique. Ceci étant, elle se décline dans des propositions qui, quant à elles, sont politiques et se placent dans le domaine de l'identité (avec l'arrêt de l'immigration légale et l'instauration de la préférence nationale), des valeurs (éloge de la transmission matérielle et immatérielle comme « devoir sacré », du « parti des fidélités », de la communauté de destin), de l'économie et du social avec l'idée centrale de « régulation ».

La régulation de l'économie et des rapports sociaux voulue par le Front national veut être une riposte à la mondialisation libérale avec pour objectif la « défense des plus humbles » contre le poids de la finance (nomade) mais aussi contre l'incertitude que fait planer le passage de la société industrielle à celle des services et des nouvelles technologies. Il s'agit de lutter contre le « déclassement généralisé » en assurant à chacun à la fois la liberté d'entreprendre selon les règles du marché et un ancrage dans le sol, l'emploi (avec la mise en équivalence de la mobilité et du nomadisme, auquel Marine Le Pen oppose la réconciliation du salarié et de l'entreprise, de préférence à taille humaine), le territoire (éloge de la ruralité et de l'égalité des territoires dans la présence du service public). Le projet frontiste réaffirme la nécessité de renouer avec l'État-stratège et propose d'établir des protections tarifaires aux frontières. Contrairement à un argument parfois utilisé par la droite libérale, cela ne montre en rien qu'il rejoint les propositions d'une certaine gauche : il y a dans Maurice Allais, économiste dont la lecture est recommandée par le parti, toutes les bases d'un *capitalisme national*, c'est-à-dire fondé sur l'initiative privée et l'acceptation des différences de statut social, mais tempéré par la protection qu'offrirait l'État à *tous les nôtres* (salariés comme entrepreneurs) face aux *autres*. C'est le capitalisme sans le libre-échange, plus le rapatriement dans nos frontières de tout, y compris ce qui par essence (les données stockées sur des serveurs informatiques par exemple) a été conçu pour échapper à l'inscription dans un espace fini.

La question de l'immigration, évidemment posée par le discours de Lille, tout comme celle de la présence de l'islam dans des termes de conflit civilisationnel, est finalement secondaire par

rapport à la division du monde entre ce qui est fixe et ce qui bouge, entre le proche et le lointain, l'espace protégé et celui ouvert sans limites. Sur les sujets de l'immigration et du multiculturalisme, le Front national n'a rien changé, simplement parce que c'est l'item de son programme qui constitue le séparateur le plus solide avec le reste du spectre politique, celui sur lequel il peut renvoyer la droite à la contradiction entre son discours et sa pratique, celui qui suscitera les dissensions les plus profondes au sein de la droite et du centre-droit.

Il faut enfin mentionner, car elle est infiniment paradoxale, la référence de Marine Le Pen à un « sens de l'histoire » qui verrait le camp nationaliste-identitaire, le sien au fond, à la veille de triompher partout. La « droite nationale » a longtemps cru que l'histoire était soit chaos, soit providentiellement ordonnée. Or, dans tous les domaines, le FN est une droite radicale (radicale, car elle cherche à changer de système) volontariste. En particulier, et c'est un défi pour la gauche et tous les libéraux, parce qu'il entend façonner la modernité et le futur, et non pas réduire les choix politiques à la mise en œuvre de la manière la plus efficiente de s'y adapter.